



FRANCE

Emmanuel Macron veut « un débat dépassionné » sur la laïcité

Le chef de l'Etat s'exprimera début 2018 sur ce sujet sensible. Le ministre de l'éducation nationale fera des annonces le 9 décembre

A *m, stam, gram, pic et pic et colégram. Comme le roi ne le veut pas, ça ne sera pas toi, ce sera... toi!* » A l'issue de plusieurs semaines de réflexion, Emmanuel Macron a finalement décidé de ne pas s'exposer sur la laïcité, alors que la polémique opposant les rédactions de *Mediapart* et de *Charlie Hebdo* (soutenu par l'ancien premier ministre Manuel Valls) ont remis ce sujet sensible sur le devant de la scène.

Le chef de l'Etat recevra les représentants des cultes vendredi 8 décembre à l'Elysée mais il ne s'exprimera pas le lendemain, journée anniversaire de la loi de 1905, comme il fut un temps envisagé. « *Il y a eu des allers et retours entre l'Elysée, Matignon et le ministère de l'éducation nationale pour savoir qui porterait quoi et à quel moment, explique un conseiller ministériel. Le président a hésité à s'exprimer, il y a renoncé.* »

C'est finalement le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, qui montera en première ligne samedi 9 décembre, lors d'un déplacement en région parisienne. La veille, il fera une communication en conseil des ministres pour préciser les contours d'une « *cellule laïcité* », créée au sein du ministère de l'éducation. Composée de juristes et d'experts, celle-ci aura vocation à répondre aux revendications religieuses et

communautaires dans les établissements scolaires en veillant au « *respect des valeurs de la République* », selon le ministère.

Chercher le « bon tempo »

Sommé par Manuel Valls de « *parler fort* », Emmanuel Macron a donc décidé de temporiser en commençant par traiter le sujet par le biais de l'école. « *Le débat doit être dépassionné, a confié le président en privé. Il faut retrouver le sens de la laïcité de 1905, et sa force, sans rentrer dans l'hystérisation contre une religion [l'islam]. La laïcité, ce n'est pas considérer qu'une religion est ennemie, c'est garantir la neutralité de l'Etat.* » Mais M. Macron, qui ne veut pas donner le sentiment de délaissier les sujets sociétaux, devrait préci-

Une « cellule laïcité » aura vocation à répondre aux revendications religieuses dans les établissements scolaires

ser sa conception d'une laïcité dite



« ouverte » début 2018, sans doute en janvier. En attendant, il a prévu de consulter des intellectuels et des associations. Le chef de l'Etat, qui préfère les discours programmatiques aux « discours chrysanthèmes » (qui posent les grands principes mais sans annonces concrètes), attend surtout d'être alimenté par le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, à qui il a demandé d'avancer sur l'organisation du culte musulman.

Un « gros chantier », dit-on Place Beauvau. « Le ministre travaille à la refondation de l'islam en France, il rencontre des intellectuels, il souhaite la promotion de l'islam des lumières », explique un de ses conseillers. Partisan d'une « laïcité de liberté », M. Collomb a développé à Lyon une pratique ouverte des relations entre la République et les religions. Prévue pour décembre, la création d'une « instance informelle de dialogue et de concorde » entre les responsables des cultes a été repoussée en janvier.

« Rien n'est prêt », soupire un conseiller de l'exécutif, pour qui chaque acteur du dossier est tenté de « reculer pour mieux sauter », « l'Elysée pour ne pas donner prise à Valls, Matignon par peur d'être associé à "l'identité heureuse" de Juppé et l'intérieur, parce qu'ils ne sont pas prêts ». A l'Elysée, où on se défend de tout « refus d'obstacle », on assume de chercher la « bonne

distance » et le « bon tempo ». « Il n'y a pas d'urgence à se saisir du sujet, fait-on valoir dans l'entourage du président. C'est quand on réagit à chaud qu'on dit les choses les moins intelligentes. » ■

SOLENN DE ROYER